

**ARRÊTÉ DRIRE/I/2004 n° 748**

**du 8 avril 2004**

**autorisant la S.A.S GSM – 78931 GUERVILLE à étendre  
à de nouveaux terrains situés sur la commune de VELET,  
au lieu-dit "Prés Médecins", l'exploitation d'une carrière  
de matériaux alluvionnaires.**

---

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**  
**Chevalier de la légion d'Honneur**

- VU le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU le code minier et notamment son article 4 ;
- VU le code de l'urbanisme ;
- VU le code rural et notamment ses articles 98, 103 et suivants ;
- VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 20 et L 736 à L 740 ;
- VU le code de la voirie routière ;
- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historiques ;
- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;
- VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature et le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau et ses décrets ;
- VU la loi n° 93.24 du 8 janvier 1993 modifiée sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret n° 99.116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières, en application de l'article 107 du code minier ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté interministériel du 1er février 1996 modifié le 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée-Corse du 20 décembre 1996 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 40 du 11 mars 1998 approuvant le schéma départemental des carrières de la Haute-Saône ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1411 du 14 juin 1991, valable 20 ans, autorisant la SA Béton de Bourgogne, 6, Rue Berthelot – 25000 BESANCON, à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur les communes de VELET et ESMOULINS, sur une superficie totale voisine de 80 ha ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 416 du 22 février 1996 autorisant la SA GSM – 78955 Carrières Sous Poissy, à se substituer à la SA Béton de Bourgogne pour l'exploitation et la remise en état de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1411 susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1602 du 8 juin 1999 complétant l'autorisation préfectorale accordée le 22 février 1996 à la SA GSM pour l'exploitation et la remise en état de la carrière ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 1411 susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1952 du 9 août 2001 autorisant, pour une durée de 14 ans, la SA GSM – 78931 GUERVILLE, à étendre à de nouveaux terrains situés sur la commune d'ESMOULINS l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires, sur une superficie totale voisine de 41 ha ;
- VU la décision du tribunal administratif de Besançon en date du 10 octobre 2002 annulant l'arrêté préfectoral n° 1952 susvisé ;
- VU le dossier de demande et ses annexes enregistré le 18 novembre 2002, modifié les 13 et 27 février 2003, par laquelle la SAS GSM – 78931 Guerville, sollicite l'autorisation d'étendre à de nouveaux terrains situés sur la commune de VELET, l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires ayant fait l'objet des arrêtés préfectoraux n° 1411, 416 et 1602 susvisés ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 930 du 15 avril 2003 prescrivant le déroulement d'une enquête publique dans la commune de VELET, du 19 mai 2003 au 21 juin 2003 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 03/056 du 27 mai 2003, pris par le préfet de la région Franche-Comté prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise des terrains faisant l'objet de la demande susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1399 du 23 juin 2003 abrogeant l'arrêté préfectoral n° 930 susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1998 du 30 juillet 2003 ordonnant l'ouverture d'une nouvelle enquête publique dans la commune de VELET, du 1<sup>er</sup> septembre au 3 octobre 2003 ;
- VU le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 29 octobre 2003 ;
- VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 21 mai 2003 modifié le 13 janvier 2004 ;
- VU l'avis de Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile en date du 30 mai 2003 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional des affaires culturelles en date du 27 mai 2003 ;

- VU l'avis de Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine en date du 27 mai 2003 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 juin 2003 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement en date du 12 juin 2003 ;
- VU l'avis de Monsieur le président du conseil général de la Haute-Saône, direction des services techniques et des transports en date du 16 juin 2003 ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement en date du 23 juin 2003 ;
- VU les délibérations du conseil municipal de GRAY en date des 12 mai 2003 et 15 septembre 2003 ;
- VU la délibération du conseil municipal de MANTOCHE en date du 16 mai 2003 ;
- VU la délibération du conseil municipal d'ARC LES GRAY en date des 23 mai 2003 ;
- VU la délibération du conseil municipal d'APREMONT en date du 23 mai 2003 ;
- VU la délibération du conseil municipal de CHAMPVANS en date du 27 mai 2003 ;
- VU la délibération du conseil municipal de VELET en date du 17 octobre 2003 ;
- CONSIDÉRANT l'absence d'avis des conseils municipaux d'ESMOULINS et de GRAY-LA-VILLE ;
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 25 février 2004
- VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 10 mars 2004 ;
- CONSIDÉRANT,
- d'une part, qu'aux termes de l'article L 512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations pour les intérêts visés à son article L 511.1 peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral et,
  - d'autre part, qu'aux termes de l'article L 515.3 du même code, l'autorisation d'exploitation d'une carrière doit être compatible avec le schéma départemental des carrières ;
- CONSIDÉRANT que la demande présentée comporte un niveau de production se traduisant par une diminution de la pression extractive cohérente avec la politique de réduction progressive de la production d'alluvions, telle que définie par le schéma départemental des carrières ;
- CONSIDÉRANT enfin que les conditions d'aménagements, les moyens d'analyses et de mesures, d'extraction, d'exploitation et de remise en état, tels que définis par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- L'exploitant entendu,
- SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône,

**A R R Ê T E****DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article 1.-**

La S.A.S GSM, dont le siège social est à Les Technodes – BP 2 - 78931 GUERVILLE CEDEX, est autorisée, sous réserve du strict respect des conditions fixées par le présent arrêté, à étendre à de nouveaux terrains, localisés sur la commune de VELET, l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires en eau, jouxtant le périmètre sur lequel porte l'autorisation accordée par arrêté préfectoral n° 1411 du 14 juin 1991 susvisé.

**Article 2.-**

L'exploitation doit être conduite et les installations disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande susvisé, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêté.

La présente autorisation n'est accordée que sous réserve des droits des tiers qui demeurent expressément réservés.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'exploitation les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, ci-joint, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux et notamment les articles :

- 10.1 : technique de décapage
- 13 : accès- clôture – signalisation du danger
- 17 : prévention des pollutions – dispositions générales
- 18.1 : prévention des pollutions accidentelles
- 18.2 : rejets d'eau dans le milieu naturel
- 19 : limitation de l'émission et de l'envol des poussières
- 20 : équipements de lutte contre l'incendie
- 21 : élimination des déchets
- 22 : prévention du bruit et des vibrations mécaniques.

**Article 3.-**

L'installation, objet de la présente autorisation, relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique n° 2510.1 :                      Exploitation de carrière :                      AUTORISATION.

**Article 4.-**

La quantité totale d'alluvions autorisée à extraire est de 600 000 tonnes, soit 300 000 m<sup>3</sup>.

La quantité moyenne annuelle de matériaux alluvionnaires autorisée à extraire est de 200 000 tonnes.

La production maximale annuelle pourra atteindre 230 000 tonnes pour satisfaire les besoins de chantiers importants tout en respectant la moyenne annuelle précitée sur les 3 premières années.

Les valeurs de 600 000, 200 000 et 230 000 tonnes par an s'entendent des matériaux proprement dits, autres que les terres végétales et limons de recouvrement d'épaisseur moyenne égale à 1 mètre et correspondant à un volume total de 60 000 m<sup>3</sup>.

**Article 5.-**

Le site de la carrière, tel que défini à l'article 6 du présent arrêté, porte sur une superficie totale de 7,74 ha intégrant pour 77 a l'emprise des terrains d'assiette des convoyeurs à bandes utilisés pour l'évacuation des matériaux bruts vers les installations de traitement existantes implantées au nord-ouest, à l'écart du périmètre de la présente autorisation.

La superficie d'extraction proprement dite est de 6 ha.

**Article 6.-**

Les limites de l'extension accordée sont définies sur le plan à l'échelle 1/4000 annexé à la demande susvisée et dont une copie est jointe au présent arrêté en annexe 1.

Les références cadastrales des terrains concernés par la présente autorisation sont les suivantes :

Commune de VELET, section ZB :

- Carrière :  
Lieu-dit "Prés Médecins" parcelles n° 37, 38 et 40, soit 6 ha 97 a ;
- Terrains d'assiette des convoyeurs :  
Partie du chemin rural dit "Grand Chemin" et parcelle n° 84 pour partie nord, soit 77 a.

**Article 7.-**

L'autorisation est accordée pour une durée de 5 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 29 et suivants du présent arrêté.

**Article 8.-**

L'extraction des alluvions ne doit plus être réalisée dans les 24 mois précédant l'échéance de l'autorisation accordée afin de permettre l'achèvement de la remise en état du site dans le délai fixé à l'article 7.

**AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES****ARTICLE 9.-**

L'exploitant est tenu, avant la mise en exploitation des terrains visés par la présente autorisation, de mettre en place en bordure de la voie d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de la présente autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de la remise en état peut être consulté.

**Article 10.-**

Préalablement à tous travaux d'exploitation des terrains concernés par la présente autorisation, l'exploitant est tenu de mettre en place :

1. des bornes pérennes en tous les points nécessaires pour délimiter le périmètre de l'autorisation, tel que désigné à l'article 6, ainsi que des jalons ou balises matérialisant les zones de protection prescrites à l'article 19.4 du présent arrêté ;
2. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui ceinturera la totalité du périmètre sur lequel porte la présente autorisation. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation. Ces mesures doivent en particulier interdire l'accès à la portion du chemin rural dit "Grand Chemin" incluse dans le périmètre de l'autorisation, aux personnes étrangères à la société, et ce pendant toute la durée de l'autorisation.

3. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signalant l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise ou qui n'y serait pas admise par celle-ci. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;
4. afin de permettre une surveillance de la qualité et des niveaux des eaux de la nappe alluviale, deux nouveaux piézomètres seront installés, l'un à l'amont de la zone à exploiter (T 7) et l'autre à l'aval (T 8). Ils compléteront le réseau des points de mesures existants, tels qu'ils sont localisés sur la figure 24 de l'étude d'impact annexée à la demande d'autorisation, dont copie est jointe au présent arrêté en annexe 3.

Le réseau de piézomètres (T 4, T 7 et T 8) sera entretenu par le titulaire de la présente autorisation, pendant toute la durée de l'autorisation, y compris en cas de suspension d'activité. Ce réseau sera maintenu en place après exploitation.

#### **Article 11.-**

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

#### **Article 12.-**

L'exploitant établit et tient à jour un document de sécurité et de santé dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé.

Ce document précise en outre les mesures prises pour assurer la sécurité et la santé du personnel en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements.

#### **Article 13.-**

Dès la mise en place des aménagements du site permettant l'extension de la carrière sur les terrains visés à l'article 6, tels qu'ils sont précisés aux articles 9 à 12 du présent arrêté, le titulaire de la présente autorisation adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, ainsi que :

- le document attestant la constitution des garanties financières prévues aux articles 14 et suivants, établi suivant le modèle d'acte de cautionnement solidaire joint en annexe 2 du présent arrêté,
- les résultats du diagnostic archéologique tel que prescrit à l'article 18.

La déclaration considérée devra en outre être accompagnée :

- a) d'une carte d'implantation de tous les piézomètres installés et constituant le réseau de surveillance défini à l'article 10.4 ;
- b) des résultats de l'ensemble des mesures déjà collectées tant sur les ouvrages existants que sur d'autres points d'observation utilisés (plans d'eaux existant à l'ouest, Saône) ;
- c) des résultats constituant le "point zéro" des premières mesures effectuées sur les piézomètres T 4, T 7 et T 8 ainsi que dans les plans d'eau existants (P 1 et P 2), prescrits à l'article 10.4 et portant sur les paramètres suivants :
  - hauteur d'eau, température, couleur, odeur, pH, matières en suspension totales, oxydabilité (au permanganate de potassium), conductivité, turbidité,
  - chlorures, fer, carbonates, hydrocarbures totaux, manganèse, nitrates, sulfates, nitrites.

**Article 14 – DISPOSITIONS GENERALES**

- 14.1.** L'exploitant doit, préalablement à la mise en exploitation de la carrière sur les terrains désignés à l'article 6, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état du site selon les dispositions prévues à l'article 29 et suivants.

Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre, pour l'unique période d'exploitation de 5 ans, doit être au moins égal à : 59 200 €

- 14.2.** L'exploitant doit adresser au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur échéance.

- 14.3.** L'absence de garanties financières entraîne :

- l'obligation de remettre le site immédiatement en état tel que prescrit aux articles 29 et suivants,
- la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Le non renouvellement des garanties financières entraîne, dès la constatation de non renouvellement, la mise en demeure de l'exploitant de renouveler ses garanties financières. A l'expiration des garanties, l'activité est alors suspendue.

Le non renouvellement des garanties financières, associé au non respect des conditions de remise en état définies aux articles 29 et suivants, entraîne la mise en œuvre conjointe des procédures de mise en demeure de renouvellement des garanties financières prévues ci-dessus et de remise en état aux conditions fixées aux articles 29 et suivants.

**Article 15 – MODALITES D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES****15.1. Actualisation en fonction de l'érosion monétaire**

- 15.1.1.** Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice T.P. 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

- 15.1.2.** L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

- 15.2.** Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 16 – APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

- 16.1.** Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions en matière de remise en état fixées aux articles 29 à 33 du présent arrêté, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du code de l'environnement.
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

- 16.2.** La mise en jeu des garanties financières se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le préfet à l'organisme garant.

**MODALITÉS D'EXTRACTION**



## **Article 17 – DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitation de la carrière doit être conduite en 3 phases, selon les modalités fixées ci-après, en conformité avec le plan de phasage au 1/2800 défini par le pétitionnaire et dont une copie est jointe au présent arrêté en annexe 4.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **Article 18 – PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE**

**18.1.** Préalablement aux travaux de décapage, un diagnostic archéologique sera réalisé afin de mettre en évidence et caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents et de lever l'hypothèque archéologique sur les portions vierges.

La réalisation du diagnostic sera assurée par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP, 7, Bd W. Churchill – 21000 Dijon).

Des prescriptions archéologiques adaptées pourront être établies en fonction des résultats de ce diagnostic préalable annexé à la déclaration de début de travaux prescrite à l'article 13.

**18.2.** En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, les lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté à Besançon.

**18.3.** Durant les travaux de décapage et d'extraction, et en cas de découverte, il appartiendra aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définira les modalités liées à la protection du site.

### **Article 19 – MODALITES D'EXTRACTION ET D'EXPLOITATION**

**19.1.** La profondeur d'extraction correspond au toit du substratum sur lequel reposent les matériaux alluvionnaires, en vue d'une exploitation optimale du gisement. La profondeur moyenne de la carrière sera ainsi de 6 m par rapport au niveau du terrain naturel. Cette mesure ne fait pas obstacle localement à la constitution et à la préservation d'îlots et de hauts fonds participant à la valorisation écologique de la zone en eau.

**19.2.** L'extraction en nappe alluviale dans le lit majeur de la Saône ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. Les stockages temporaires de matériaux de découverte, ainsi que les matériaux alluvionnaires bruts en dépôts provisoires en attente d'égouttage sur le toit du gisement seront disposés dans le sens d'écoulement des eaux de crues.

Les stockages des matériaux de découverte sont limités à la première année d'exploitation, et d'une hauteur maximale de 3 mètres par rapport au niveau du terrain naturel.

Les matériaux alluvionnaires bruts sont évacués progressivement de manière à limiter le volume des stocks à l'équivalent d'une journée maximum d'extraction (500 m<sup>3</sup>) ; le sommet des stocks ne dépassera pas le niveau du terrain naturel.

En cas de crue, les stockages des matériaux alluvionnaires bruts seront rapidement évacués pendant la durée de montée des eaux.

**19.3.** L'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur, tant de la masse exploitée, que des terres de recouvrement,



l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

- 19.4.** a) Les bords supérieurs de l'excavation, qui effaceront aux limites du périmètre d'excavation les angles imputables au découpage parcellaire, seront tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
- b) Le respect des distances minimales de protection, définies ci-dessus, interdit que soient pratiquées, dans les intervalles fixés, des amputations suivies de remblaiements visant à reconstituer lesdites banquettes.

#### **Article 20 – METHODE D'EXPLOITATION – MATERIEL – ENGINS**

- Après décapage progressif et sélectif en période sèche (de mai à septembre) des terres et matériaux de recouvrement par surfaces correspondant au plus aux besoins d'une année, les alluvions seront extraites en eau et par bandes successives à l'aide d'une dragline en respectant le plan de phasage constituant l'annexe 4 du présent arrêté.
- Après égouttage, les alluvions brutes seront reprises au chargeur pour approvisionner une trémie de plaine installée sur le site d'extraction en tête d'un convoyeur mobile à bande qui acheminera, après franchissement du chemin rural dit "Grand Chemin", les produits bruts à l'extérieur du polygone sur lequel porte la présente autorisation vers l'installation de traitement des matériaux implantée au nord-ouest.
- Le rabattement de la nappe phréatique par pompage pour l'exploitation des alluvions ou pour la remise en état du site est interdit.

#### **Article 21 – STOCKAGE DES PRODUITS DESTINES A LA VENTE**

A l'exception des matériaux alluvionnaires, fraîchement extraits, qui seront, comme les terres et matériaux de la découverte, provisoirement stockés sur le site, soit en vue de leur égouttage avant reprise, soit avant réemploi pour la remise en état des lieux, les dépôts de granulats ne sont pas admis à l'intérieur du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.

#### **Article 22 – VOIRIES – ACCES A LA CARRIERE ET DESSERTE**

Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales, en particulier les articles L 131.8 et L 141.9 de la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière.

Ceci vaut en particulier pour la portion du chemin rural dit "Grand Chemin" utilisée.

L'accès au site d'extraction s'effectue par la portion du chemin rural dit "Grand Chemin" contiguë aux parcelles section ZB n° 40, 38 et 37.

### **REGISTRE ET PLANS**

#### **Article 23.-**

L'exploitant doit établir un plan topographique orienté de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de l'excavation,
- le tracé des bandes transporteuses,

- le cubage d'alluvions extraites depuis l'état initial,
- les zones remises en état,
- les stockages provisoires des terres et matériaux de recouvrement,
- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les piézomètres constituant le réseau de surveillance prescrit à l'article 10.

#### **Article 24.-**

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES**

#### **Article 25 – PROTECTION DE LA NAPPE ALLUVIALE**

Il n'y a pas d'utilisation d'eau dans le fonctionnement de l'exploitation.

Le nettoyage, le lavage et l'entretien (en particulier les vidanges) des véhicules et engins d'extraction sont interdits sur le site.

Pour prévenir toute pollution accidentelle par des hydrocarbures, les matériels, engins et véhicules fonctionnant dans l'emprise du périmètre de l'autorisation, font l'objet d'une surveillance constante.

Il est admis que seuls le ravitaillement en carburant et l'entretien journalier de la dragline puissent avoir lieu sur le lieu d'intervention à la condition expresse qu'il soit recouru à chaque opération à une aire étanche mobile et à un pistolet anti-débordement.

Aucun stockage de carburants ou huiles de vidanges n'est admis sur le site.

Il n'y a pas de stationnement d'engins sur le site, excepté en cas d'immobilisation inévitable. Dans ce cas, le stationnement s'effectue sur une aire étanche (mobile).

En cas d'accident ou de manutention dans le cadre des opérations de ravitaillement, les produits récupérés devront être acheminés en tant que déchets selon la filière adaptée.

En vue de pouvoir assurer, le cas échéant, le pompage de fixation d'une pollution accidentelle survenant dans l'emprise du périmètre de l'autorisation, l'exploitant devra s'assurer le concours d'une entreprise extérieure spécialisée ou disposer d'un matériel de pompage adapté et opérationnel pendant toute la durée de l'exploitation.

#### **Article 26 – CONTROLE DE LA QUALITE ET DES NIVEAUX D'EAU DE LA NAPPE**

Les piézomètres de contrôle prescrits à l'article 10 feront l'objet de relevés réguliers et d'analyses des paramètres fixés à l'article 13 c), aux frais du titulaire de la présente autorisation. Il en sera de même pour le plan d'eau en cours d'exploitation (suivi limnigraphique et analytique) et ceux existants (repérés par les points P 1 et P 2 en annexe 3 du présent arrêté).

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La fréquence de ces mesures sera mensuelle pour les suivis limnigraphiques et au moins semestrielle pour les suivis analytiques (effectués en particulier en période d'étiage).

Les suivis analytiques au niveau des piézomètres T 7 et T 8 seront réalisés tous les 2 mois.

Si la valeur d'un des paramètres fixés à l'article 13 c) mesurée dans le piézomètre aval T 8 atteint ou dépasse le double de la valeur du même paramètre mesurée dans le piézomètre amont T 7, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

## **Article 27 – BRUIT**

**27.1.** L'exploitation des terrains concernés par la présente autorisation, a lieu du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé, les émissions sonores engendrées par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

Les zones à émergence réglementée sont constituées par :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), en particulier :
  - point n° 1 : premières habitations de tiers situées sur la commune de Velet au nord/nord-est du site, rue des Planchottes ;
  - point n° 2 : maison des barragistes, au sud-ouest du site ;
  - point n° 3 : premières habitations de Mantoche au sud-ouest du site.
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite des terrains objet de la présente autorisation, installations en fonctionnement de :

- les jours ouvrables de 7 h à 22 h : 70 dB(A),
- tous les jours de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés : 60 dB(A).

Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues périodiquement à l'article 27.2 devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par le site en exploitation dans la zone à émergence réglementée au niveau notamment des points n° 1, 2 et 3 désignés à l'annexe 5 du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du périmètre sur lequel porte la présente autorisation, y compris le bruit émis par les véhicules et les engins.

## **27.2. Mesures périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation de la zone sur laquelle porte la présente autorisation, puis au moins tous les 2 ans, ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores du site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations au niveau notamment des points n° 1, 2 et 3 désignés à l'annexe 5 du présent arrêté.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant de faire procéder, par un organisme ou une personne qualifiée soumis à son approbation, à des études ou des contrôles de la situation, tant pour les bruits aériens, que pour les vibrations transmises par voie solidienne. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

## **TRANSPORTS**

### **Article 28.-**

Le transport des matériaux alluvionnaires bruts s'effectuera par tapis convoyeurs vers l'installation de traitement (située au nord-ouest du site à l'extérieur du périmètre sur lequel porte la présente autorisation), en traversant le chemin rural dit "Grand Chemin".

## **REMISE EN ÉTAT DU SITE**

### **Article 29 – DISPOSITIONS GENERALES**

**29.1.** L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

**29.2.** La remise en état comporte :

- la mise en sécurité des berges du plan d'eau,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains ainsi que la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état des lieux,
- le maintien de la circulation des eaux souterraines et des eaux superficielles,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site et des différentes zones le constituant,
- la création de milieux aquatiques comportant des aménagements écologiques favorables à la faune piscicole et à l'avifaune.

**29.3.** Les conditions de remise en état des terrains situés à l'ouest du site sur lequel porte la présente autorisation, et sur lesquels portaient les autorisations préfectorales accordées les 14 juin 1991 et 22 février 1996 (complétées le 8 juin 1999), restent inchangées.

### **Article 30 – SURFACE A REMETTRE EN ETAT**

La surface à remettre en état correspond à l'emprise complète du site autorisé tel que défini à l'article 5, soit une surface globale de 7 ha 74 a.

### **Article 31 – MODALITES DE REMISE EN ETAT**

**31.1** La carrière doit être remise en état de façon progressive et coordonnée à l'avancement des travaux, et selon les modalités définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe au présent arrêté en annexes 6 et 7.

**31.2** La remise en état donnera lieu à la constitution d'1 plan d'eau d'une superficie voisine de 6 hectares.

**31.3** Préservation de la circulation de la nappe alluviale :

Les berges du plan d'eau perpendiculaires au sens d'écoulement de la nappe seront talutées dans la masse à une pente de 1/1 sous le niveau moyen du plan d'eau (187 m NGF).

**31.4** Protection de la berge sud contre l'érosion en cas de crue exceptionnelle :

Afin d'éviter toute érosion régressive, la partie hors d'eau (au-dessus de la cote 187 m NGF) de la berge sud du plan d'eau sera aménagée en pente douce (5 H/1 V) sur un linéaire de 100 mètres, puis recouverte d'une végétation herbacée et arbustive afin d'assurer sa stabilisation (25 g/m<sup>2</sup> pour le mélange grainier et 1 pièce/m<sup>2</sup> pour les arbres et arbustes).

**31.5** Le réaménagement consistera en la création d'une zone humide à fort intérêt écologique avec pour objectifs l'implantation (amphibiens, odonates,...) et l'accueil passager (oiseaux migrateurs) des espèces animales et le développement d'une flore diversifiée.

Le site fera l'objet de plantations diversifiées, peu denses et autochtones, notamment des hélophytes et hydrophytes (plantes aquatiques et amphibies) à raison d'1 pied par 3 m<sup>2</sup> ou 1 pied par mètre linéaire de berge pour les mares.

31.5.1 Un archipel de mares présentant une grande diversité de biotopes sera créé à l'angle sud-ouest de la parcelle ZB n° 37, afin de soutenir les populations d'amphibiens et d'odonates (libellules).

31.5.2 Une zone de haut-fonds peu végétalisée mais à forte productivité sera créée ainsi que des habitats aquatiques, afin que le site constitue une aire de repos et d'alimentation pour les oiseaux migrateurs et hivernants.

31.5.3 Afin de favoriser la nidification des oiseaux des roselières sur le site, il sera modelé des pentes de berge très douces abritant une roselière d'environ 1 ha.

Certaines portions de berge pourront être laissées abruptes si leur stabilité dans le temps est assurée, afin de permettre la nidification d'oiseaux de berges abruptes (hirondelles,...). Les micro falaises ainsi créées seront protégées par une haie épineuse.

31.5.4 Dans le but de favoriser la présence de guêpes fouisseuses, il sera créé à l'extrémité nord du site un cordon de « sable à lapin ».

31.5.5 Le choix de biotopes émergés et amphibies diversifiés devra permettre le développement de plantes peu communes à rares (mégaphorbiaies, cariçaies, phragmitaies, roselières et bas marais).

**31.6** Il ne sera rien fait qui porte atteinte à la haie de peupliers (et de cerisiers) située en limite ouest de la zone d'extraction, le long du chemin rural dit "Grand Chemin".

**Article 32 – DATE DE FIN DE LA REMISE EN ETAT**

La remise en état totale du site doit être achevée au moins 6 mois avant le terme de l'autorisation.

**Article 33 – REMISE EN ETAT NON CONFORME A L'ARRETE D'AUTORISATION**

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514.11 du code de l'environnement.

**FIN D'EXPLOITATION****Article 34.-**

L'exploitant doit adresser au préfet au moins 1 an avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement et notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des éventuels produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement, à partir du réseau de piézomètres prescrit à l'article 10 ;
- les objectifs écologiques atteints dans le cadre du réaménagement, en référence à l'article 31.5 du présent arrêté ;
- les modalités en cours et futures (au-delà de l'échéance de l'autorisation) du suivi écologique et de la gestion du site, l'identité de l'organisme de gestion spécialisé, le programme d'actions et les coûts correspondants.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

**LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIÈRES****Article 35.-**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspection des installations classées après avis du maire de la commune de Velet, l'obligation de garanties financières imposée à l'article 14 du présent arrêté est levée par voie d'arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

Copie de l'arrêté susvisé est adressé, par le préfet, à l'établissement garant.

**DISPOSITIONS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF****Article 36 – SANCTIONS EN MATIERE D'INFRACTION AUX REGLEMENTS D'HYGIENE ET DE SECURITE DU PERSONNEL**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par la législation et la réglementation relatives aux installations classées, les infractions aux dispositions du règlement de police des carrières en matière de sécurité et de santé du personnel seront passibles des sanctions prévues à l'article 141 du code minier.

Au besoin, l'interdiction provisoire ou définitive de l'exploitation pourra être prononcée, si les travaux d'exploitation de la carrière sont de nature à compromettre gravement la sécurité et la santé du personnel.

#### **Article 37.-**

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée autorisée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article 38.-**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 39.-**

Le changement d'exploitant est subordonné à une nouvelle autorisation accordée dans les conditions prévues à l'article 23.2 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

#### **Article 40.-**

Lorsqu'il se produit dans l'emprise de la carrière des faits et dommages de nature à compromettre la sécurité et la salubrité publique, l'exploitant doit en aviser immédiatement le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le maire de la commune de Velet.

#### **Article 41.-**

Le titulaire de la présente autorisation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

#### **Article 42.-**

Le titulaire de la présente autorisation est tenu de constituer, réunir périodiquement et animer sur le site une commission de concertation et de suivi en vue de permettre notamment une information facilement accessible à tous les habitants de la commune, riverains de la carrière et associations de protection de l'environnement.

#### **Article 43 – DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Besançon. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 13 du présent arrêté.

#### **Article 44 – NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à la S.A.S GSM, les Technodes – 78931 GUERVILLE.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.



Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de VELET par les soins du maire pendant un mois.

#### **Article 45 – EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de VELET, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera également adressé au(x) :

- Conseil général de la Haute-Saône, direction des services techniques et des transports du département,
- Conseils municipaux de GRAY, GRAY LA VILLE, ARC LES GRAY, MANTOCHE, APREMONT, CHAMPVANS, VELET et ESMOULINS,
- Directeur départemental de l'équipement,
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- à la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- Chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- Directeur régional des affaires culturelles,
- Directeur régional de l'environnement.

Fait à Vesoul, le 8 avril 2004  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Laurent NUNEZ